



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul-d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy-d'Anjou

Saint-Barthélémy, le 27 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE CEMENTS

Route de Bréal
53410 Saint-Pierre-la-Cour

Références : 2024-039_INSP_RAP_LAFARGE CEMENTS-Usine
Code AIOT : 0006300908

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement LAFARGE CEMENTS implanté Route de Bréal 53410 Saint-Pierre-la-Cour. L'inspection a été annoncée le 04/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan annuel de contrôle au titre de la fréquence annuelle pour cet établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE CEMENTS
- Route de Bréal 53410 Saint-Pierre-la-Cour
- Code AIOT : 0006300908
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement contrôlé est la plus importante cimenterie en France avec une capacité de production d'environ 5000 tonnes de ciment par jour. Pour satisfaire ses besoins énergétiques, la cimenterie co-incinère des déchets dangereux et non dangereux venant se substituer à une partie des combustibles fossiles habituels. Les quantités maximales autorisées sont de 18000 t/an de déchets liquides et 160000 t/an de déchets solides. Le calcaire entrant dans la fabrication du ciment provient de la carrière contiguë à la cimenterie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection de 2022 ;
- point sur les différentes évolutions des installations et leur situation administrative ;
- contrôle des rejets atmosphériques ;
- déclaration GEREP : volets eau (prélèvements / rejets) ;
- bassins de gestion des eaux et rejet au milieu naturel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Information sur le fonctionnement de l'installation	AP Complémentaire du 23/06/2015, article 84.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Porter à connaissance de modifications	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46	Susceptible de suites	Sans objet
2	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
3	Respect des VLE de rejets dans l'air du four rotatif	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 50	Susceptible de suites	Sans objet
5	Garanties financières	AP Complémentaire du 06/05/2021, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
6	Aires de chargement, déchargement et de manipulation	AP Complémentaire du 06/05/2021, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
7	Déchets - Statut SEVESO	AP Complémentaire du 06/05/2021, article 6	Susceptible de suites	Sans objet
8	Consommations d'eau	AP Complémentaire du 24/01/2020, article 2	/	Sans objet
9	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 23/06/2015, article 52.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Rejets aqueux au milieu naturel	AP Complémentaire du 23/06/2015, article 54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection avait pour objet, pour l'essentiel, de faire le point sur les constats de la précédente inspection de novembre 2022. La visite 2023 a permis de vérifier les réponses apportées par l'exploitant le 15/02/2023. L'ensemble des constats ont pu être soldés excepté pour la transmission trimestrielle à l'inspection des installations classées des rapports de contrôle des rejets atmosphériques. Il est une nouvelle fois demandé de systématiser ces transmissions dès la réception des rapports établis par le(les) organisme(s) procédant aux mesures des émissions. Par ailleurs, comme déjà signalé en 2022, il est demandé de tenir informée l'inspection des installations classées des avancées sur les études et travaux en vue de la réduction des consommations d'eau par la cimenterie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance de modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification d'installation
Prescription contrôlée : (Rappel du point de contrôle N°1 de la visite de novembre 2022) I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Suite à l'explosion/incendie de la chaudière KL300 "fluide thermique" le 20/04/2021, l'exploitant avait annoncé la mise en place d'une chaudière provisoire en location dans l'attente de la remise en état des installations et du remplacement de la chaudière détruite. Lors de la visite d'inspection

du 10/11/2022, Il a été constaté que la chaudière temporaire était en fonctionnement sans que le porter à connaissance requis au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement n'ait été réalisé.

Dans sa réponse du 15/02/2023 aux constats de cette visite, l'exploitant a transmis un porter à connaissance relatif à la chaudière provisoire d'une puissance de 2,32 MW.

Par ailleurs, lors de l'inspection du 10/11/2022, l'exploitant indiquait que l'atelier "Argiles calcinées" a été modifié par :

- l'ajout d'un broyeur avec sa cheminée de rejet des effluents à l'atmosphère. Ce broyeur est destiné à sécuriser le process compte tenu de la présence de quartz dans les argiles et afin de préserver les broyeurs ciment. Il a toutefois été constaté lors de la visite du 10/11/2022 que l'unité de production des argiles calcinées était toujours en construction. Sa mise en service était prévue au 1^{er} trimestre 2023.

- le changement des moyens de prévention du risque d'incendie de l'atelier bois fixés à l'article 9 de l'arrêté du 06/05/2021. Le contrôle de la température des déchets stockés et la détection de fumées sont remplacés par une surveillance par caméras à infra-rouge.

Lors de l'inspection du 10/11/2022, il était indiqué à l'exploitant qu'un porter à connaissance de ces nouvelles modifications n'avait pas été réalisé.

Dans sa réponse du 15/02/2023 aux constats de cette visite, l'exploitant a transmis un porter à connaissance relatif aux modifications de l'atelier "Argiles calcinées".

Observations :

Les deux porter à connaissance ne comportent pas de revue de conformité aux arrêtés préfectoral et ministériels applicables. Il est rappelé que les émissions atmosphériques de la chaudière provisoire doivent être mesurées conformément à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (régime déclaration) afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par cet arrêté.

Les deux porter à connaissance seront pris en compte dans un prochain arrêté préfectoral réglementant les installations de la cimenterie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

(Rappel du point de contrôle N°3 de la visite de novembre 2022)

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.

541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10¹ du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Lors de la visite du 10/11/2022, un extrait des registres déchets portant sur le mois de septembre 2022 avait été consulté. Sur le volet des déchets dangereux, 2 numéros de BSD étaient indiqués, l'un pour des huiles noires et l'autre pour des filtres à huile, fuel et gasoil, sans qu'aucune autre information ne soit portée sur le registre. L'inspection rappelait que les registres déchets doivent être tenus à jour en permanence.

Le registre des déchets a été une nouvelle fois consulté, sur l'ensemble de l'année 2023 jusqu'au jour de l'inspection. Il est constaté que les registres déchets dangereux et non dangereux sont correctement renseignés. Au total, 450 tonnes de déchets non dangereux et 31 tonnes de déchets dangereux ont été expédiés.

Pour les déchets non dangereux relevant des obligations de tri à la source, il a été constaté la présence de l'attestation au titre de 2022 des prestataires ayant pris en charge ces déchets en vue de leur valorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des VLE de rejets dans l'air du four rotatif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

(Rappel du point de contrôle N°6 de la visite de novembre 2022)

Les valeurs limites d'émission sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 49

pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;

-

Constats :

Lors de la visite du 11/11/2022, l'exploitant avait présenté un bilan partiel de l'autosurveillance 2022 des émissions atmosphériques du four cimentier. À fin octobre 2022, la mesure des émissions de poussières enregistrait 12 dépassements de la VLE en valeur moyenne journalière.

L'exploitant indiquait avoir engagé des actions lors des arrêts de four de juin et septembre 2022. Suite à ces interventions, il indiquait avoir constaté une nette amélioration des émissions de poussières.

Dans sa réponse 15/02/2023 à cette visite d'inspection, l'exploitant indiquait qu'une information sur ces dépassements sera transmise à l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées n'a pas reçu cette information telle que prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Lors de cette nouvelle visite d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des deux premières campagnes trimestrielles de mesure des émissions atmosphériques (le rapport de la troisième campagne trimestrielle n'est pas encore disponible au jour de la visite). L'ensemble des résultats présentés apparaissent conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Information sur le fonctionnement de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2015, article 84.2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

(Rappel du point de contrôle N°8 de la visite de novembre 2022)

Les résultats des analyses demandées aux articles 30, 45, 46, 47, 48 sont communiquées à l'inspecteur des installations classées :

- selon une fréquence au moins trimestrielle : mesure de la température de la chambre de combustion, mesures en continu demandées à l'article 59, et mesures en continu à fréquence journalière ou mensuelle demandées à l'article 60, accompagnées de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;

- au moins une fois par an en ce qui concerne les informations demandées à l'article 71, les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 45, 46, 48, et les analyses demandées à l'article 61 ;

- dans les meilleurs délais lorsque les mesures en continu prévues à l'article 59 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées par l'article 44, en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article 59, en cas de dépassement des valeurs limites de rejet dans l'eau en ce qui concerne les mesures définies à l'article 60, pour toute évolution significative d'un paramètre mesuré en application de l'article 61.

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.

Constats :

Dans sa réponse du 15/02/2023 suite à la visite d'inspection du 10/11/2022, l'exploitant s'est engagé à transmettre trimestriellement les rapports de mesures des émissions.

Suite à l'annonce de la visite d'inspection le 04/10/2023, l'exploitant a transmis le 05/10/2023 par courriel les rapports de mesures suivants :

- Cheminée générale Réglementaire - Campagne 1
- Cheminée générale Réglementaire - Campagne 2
- Cheminée générale - Métaux - Campagne 1
- Cheminée générale - Métaux - Campagne 2

Les deux premiers rapports portent sur la mesure des dioxines et furannes réalisée le 22/03/2023 et le 03/04/2023 (VLE conforme).

Les deux rapports suivants portent sur la mesure des métaux rejetés à la cheminée du four cimentier, le 16/05/2023 et le 07/08/2023.

Post inspection, l'exploitant a transmis le 07/12/2023 les rapports de mesures du troisième trimestre (mesures des 18 et 19/09/2023) portant sur les métaux et les "acides et gaz" à la cheminée du four cimentier.

À noter que les rapports des mesures des 16/05/2023, 07/08/2023 et 18-19/09/2023 mentionnent que les mesures ont été réalisées hors cadre réglementaire (par un laboratoire ou organisme ne disposant pas d'un agrément, conformément à l'arrêté du 7 décembre 2023). Ces mesures sont des essais réalisés à la demande de l'exploitant.

Les transmissions de l'exploitant sont donc très partielles au regard des mesures périodiques à réaliser par un organisme accrédité et précisées à l'article 59.2 de l'arrêté d'autorisation.

Il est demandé de transmettre le programme de surveillance des émissions prescrit à l'article 59 de l'arrêté d'autorisation, reprenant chacun des paramètres à mesurer et la fréquence des mesures. Le laboratoire réalisant les mesures doit être accrédité conformément à l'arrêté d'autorisation.

Il est demandé de transmettre l'ensemble des rapports de mesures de l'année 2023 répondant aux prescriptions des articles 84.2 et 59.2.

Enfin, la fréquence des transmissions doit être respectée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2021, article 3

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

(Rappel du point de contrôle N°9 de la visite de novembre 2022)

Le montant total des garanties à constituer suivant le planning fixé à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières, est de 158 366,06 euros TTC, établi conformément au guide ATILH de Juin 2013 ($M = 1,10 \times (Me + \alpha \times (Mi + Ms + Mg))$).

Ce montant a été défini en prenant en compte un indice TP01 de 711,6 (avril 2020) et un taux de TVA de 19,6%.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 10/11/2022, il était constaté que l'exploitant n'avait pas mis à jour la garantie financière suite à l'arrêté préfectoral du 06/05/2021.

Dans sa réponse du 15/02/2023, l'exploitant indiquait qu'il relançait la démarche auprès du groupe HOLCIM auquel LAFARGE CEMENTS appartient, ce sujet n'étant pas traité localement.

L'exploitant a transmis par courriel du 06/07/2023 un acte de cautionnement répondant du montant de la garantie financière à constituer.

Observations :

La loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 ou loi « Industrie verte » a supprimé l'obligation de constitution de garanties financières de certaines installations classées potentiellement polluantes soumises au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation. La garantie financière constituée précédemment à cette loi continue de s'appliquer jusqu'à l'échéance de l'acte de cautionnement correspondant fixée au 28/02/2028. Celui-ci ne sera pas à renouveler.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aires de chargement, déchargement et de manipulation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols

Prescription contrôlée :

(Rappel du point de contrôle N°11 de la visite de novembre 2022)

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement et des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement et des fuites éventuelles.

La réception, le stockage, la manipulation, le transport et le traitement de semences déclassées au sein de l'établissement sont faits dans des espaces couverts à l'abri des eaux météoriques.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 10/11/2022, il a été constaté que le sol de l'aire de déchargement des déchets associée à l'atelier DSB2 comportait des déchets disséminés notamment au droit du collecteur des eaux pluviales de la zone. Il a également été constaté la présence d'une remorque/container provisoire de stockage de déchets liquides à proximité du four cimentier. Il était demandé à l'exploitant de transmettre le plan des réseaux montrant les différents ouvrages de traitement des eaux pluviales et le point de rejet au milieu naturel, et d'évacuer la remorque/container. Dans sa réponse du 15/03/2023, l'exploitant a confirmé sur un plan que l'avaloir de l'aire de l'atelier DSB2 est relié au réseau des eaux pluviales de l'usine lequel se dirige vers le bassin de collecte des eaux au nord du site. Les eaux sont ensuite traitées par un débourbeur/séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées au milieu naturel. Il indique également que la remorque/container sera évacuée avant fin avril 2023.

La visite des lieux a été réalisée. Il a été constaté que l'aire de déchargement des déchets était dans un état de propreté satisfaisant. Aussi, la remorque/container a bien été évacuée de la zone du four cimentier. Le bassin de collecte des eaux pluviales au nord du site a également été visité. Il n'a pas été constaté la présence de déchets flottants.

Observations :

Le bassin de collecte des eaux pluviales de l'usine comporte une végétation en développement. Il a été demandé de procéder au nettoyage du bassin afin d'en garantir le bon fonctionnement ainsi que l'étanchéité. L'exploitant a indiqué qu'une commande a été passée pour le nettoyage du bassin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets - Statut SEVESO

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2021, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Statut SEVESO
Prescription contrôlée : (Rappel du point de contrôle N°12 de la visite de novembre 2022) Pour le 30 juin 2021, l'exploitant est tenu de réaliser une étude visant à prendre en compte ces déchets dans la détermination du statut SEVESO de l'établissement. Cette étude apportera toute justification et toute démonstration du classement retenu, en application du Guide Technique de la direction générale de la prévention et des risques de décembre 2015.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 10/11/2022, l'exploitant avait indiqué que de nouvelles substances ont été admises en 2022 et qu'un nouvel état sur le statut SEVESO de l'établissement sera produit. Il était demandé à l'exploitant de transmettre au préfet avant fin 2022 une note actualisée sur le statut SEVESO de son établissement, et préciser si ces changements sont notables au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Dans sa réponse du 15/03/2023, l'exploitant indique avoir évalué les nouveaux flux de combustibles alternatifs entrés sur le site en 2022 : <ul style="list-style-type: none">- Sciures imprégnées- Huile noire- Concentrat issu d'un traitement thermique de déchets- SR700 Ecohuile Il précise qu'aucun d'eux ne comporte de mention de danger associée à une rubrique ICPE susceptible de modifier le statut SEVESO de l'établissement (non SEVESO). Il s'appuie sur les fiches d'homologation des déchets établies en interne sur la base des analyses et informations fournies par le producteur des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic et étude technico-économique
Prescription contrôlée : (Rappel du point de contrôle N°14 de la visite de novembre 2022) L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des prélèvements, des consommations d'eau des processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...), des dispositifs de surveillance, des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie. Le diagnostic doit aborder deux volets : <ul style="list-style-type: none">* l'utilisation rationnelle de l'eau de manière pérenne visant à favoriser les économies d'eau et la maîtrise des prélèvements,* les mesures de réduction temporaires en gestion de crise lorsque les seuils d'alerte sur la ressource sont dépassés (arrêtés préfectoraux sécheresse) et que des restrictions des usages sont nécessaires.

.....

Au vu du diagnostic et de l'analyse technico-économique, l'exploitant définit :

- * les actions de réduction d'eau pérennes à mettre en place qui permettent de limiter les consommations d'eau. Un échéancier de mise en place est proposé,
- * les actions à mettre en place en période de crise, graduées si nécessaire en fonction des niveaux atteints lors des périodes de sécheresse,
- * les limitations voire les suppressions de rejets aqueux dans le milieu, en cas de situation hydrologique critique.

Le diagnostic, l'analyse technico-économique et l'échéancier sont communiqués à l'inspection des installations classées sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté.
[délai reporté au 30 juin 2021 par l'arrêté du 6 mai 2021]

Constats :

L'étude technico-économique relative à la réduction des prélèvements et consommations d'eau a été transmise par courrier du 11 avril 2022. Au regard des postes les plus consommateurs, de la faisabilité technique et des coûts afférents, les actions que l'exploitant retient sont les suivantes :

- détection des fuites et maintenance du réseau d'eau ;
- amélioration du plan de comptage et du suivi des dérives ;
- essais sur le process avec une modification des buses de pulvérisation en amont du filtre à manche. Lors de la visite d'inspection du 10/11/2022, l'exploitant avait indiqué qu'un audit complet du réseau d'eau du site était lancé avec une instrumentation du réseau par des débitmètres. Il lui était demandé d'informer régulièrement l'inspection de l'avancement de ces travaux et des économies réalisées.

Lors de la visite d'inspection, un point sur l'avancement des études a été réalisé. L'exploitant a indiqué que le rapport d'audit du bureau d'études IRH était attendu prochainement, celui-ci comportant les propositions et recommandations sur le suivi et la maîtrise des consommations d'eau. Il a été demandé à l'exploitant de transmettre cette étude à réception.

L'exploitant a ajouté qu'il travaille également sur un projet de récupération d'eau dans les process de l'usine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2015, article 52.1

Thème(s) : Risques chroniques, Volumes d'eau prélevés au milieu naturel

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

* Réseau public : 15 000 m³/an - 50 m³/j - 8 m³/h

* Eaux de ruissellement de carrière et eaux souterraines du pompage de la carrière : /

Constats :

La déclaration annuelle des émissions sur la plate-forme GEREPE du Ministère de la Transition Ecologique, effectuée le 31/03/2023 au titre de l'année 2022, mentionne les volumes d'eau prélevés et rejetés. Ces volumes sont de 410 091 m³ pour les prélèvements et de 621 681 m³ pour les rejets.

Les eaux dites prélevées proviennent d'une partie des eaux d'exhaures de la carrière associée à l'usine.

Conformément au guide méthodologique d'aide à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, les pompages d'exhaure de la carrière ne sont pas déclarés dans la déclaration

GEREP de la carrière réalisée indépendamment de celle de l'usine.

Ainsi, ne sont à déclarer au titre des prélèvements de l'usine que les volumes d'eau d'exhaure utilisés par l'usine. Les rejets à déclarer pour l'usine sont ceux rejetés par l'usine, directement ou indirectement dans le milieu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets aqueux au milieu naturel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2015, article 54

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets au milieu naturel

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés doivent être exempts :

* de matières flottantes,

* de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,

* de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

.....

Le flux de pollution résiduelle journalier des effluents décantés en sortie du bassin de décantation à l'arrière de l'usine, mesuré à partir d'un échantillon moyen sur 24 h, rejeté dans le milieu naturel (ruisseau « la Valière») par l'établissement doit, pour les différents paramètres, être toujours inférieur [aux valeurs limites fixées à l'article 54 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2015].

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les résultats des analyses 2022 des eaux rejetées au milieu naturel aux points de rejets n°1 (bassin principal usine et eaux de la carrière) et n°2 (bassin de la zone expéditions).

L'ensemble des résultats respectent les valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite